

**Rassemblement Stop aux renvois vers l’Ethiopie, Stop aux vols spéciaux !**  
**Prise de parole de J. Franck, amie de Tahir**  
**Mercredi 24 février 2021**

Nous sommes nombreux parmi les amis de Tahir à nous poser de nombreuses questions, et nous voulons aujourd’hui en adresser quelques unes publiquement aux HUG, au SEM, et au conseil d’Etat.

Aux HUG, nous posons les questions suivantes :

- Tahir a passé tout l’après-midi avant son départ aux urgences, surveillé par deux gardes. En tout et pour tout, il aura eu une consultation de quelques minutes par le médecin interne, et une autre de quelques minutes par la psychiatre. Aucune des deux n’a pris contact avec le généraliste ou le psychiatre de Frambois qui le suivaient depuis plusieurs mois. Par contre, un appel a été passé au médecin d’OSEARA, l’entreprise privée chargée de délivrer le certificat médical « fit for fly » permettant de mettre Tahir dans l’avion.
  - Les médecins étaient-ils en mesure de décider sur la base d’entretiens si courts que Tahir, pourtant très affaibli par sa grève de la faim et de la soif, n’avait pas besoin de rester à l’hôpital?
  - Les médecins savaient-ils qu’en écrivant dans leur rapport qu’une hospitalisation n’était pas nécessaire, ils donnaient le feu vert pour le « fit for fly » d’OSEARA et ainsi le renvoi de Tahir?
  - Et plus généralement : existe-t-il une procédure de prise en charge de ces personnes sur le point d’être expulsées qui arrivent aux HUG, et les médecins y sont-ils formés ?
  - La police a-t-elle le droit d’embarquer de force un patient qui ne se trouve pas au quartier cellulaire des HUG mais aux urgences ?
  - Est-il normal que les consultations soient faites en présence d’un garde et avec des menottes aux pieds ?

Au SEM, nous adressons les questions suivantes :

- Comment est-il possible que le médecin de l’entreprise OSEARA aie pu délivrer un certificat médical fit for fly pour Tahir alors qu’il ne l’a pas examiné ? Il l’a fait sur la base d’exams médicaux conduits en quelques minutes par les médecins des HUG, et sans demander l’avis des médecins de Frambois ?
- Comment est-il possible que, comme plusieurs médecins pénitentiaires ou autres en ont témoigné, les médecins d’OSEARA prennent même parfois des décisions à l’encontre des recommandations des médecins des patients, et ce toujours sans avoir examiné les patients?
- Comment l’entreprise OSEARA peut-elle évaluer l’aptitude au vol de manière neutre alors qu’elle n’est rémunérée que si la personne est jugée apte à voler?
- Et enfin pourquoi OSEARA a-t-elle à la fois le mandat pour délivrer les certificats d’aptitude au vol ET le mandat pour l’accompagnement médical lors du vol, sachant qu’elle touche dans ce cas une double rémunération lorsque la personne est jugée apte à voler?

Au Conseil d’Etat, nous posons les questions suivantes :

- Bien que la décision de renvoi soit prise par le SEM, la décision de l’exécution du renvoi, elle, est cantonale. Des suspensions d’exécutions ont d’ailleurs eu lieu ces dernières années, y compris à Genève, parfois même alors que le débouté était déjà à l’aéroport.
  - Pourquoi le conseil d’Etat n’a-t-il pas pris cette décision pour Tahir, alors que certains conseillers avaient manifesté leur désapprobation quant à son renvoi lors de la réunion du matin même, et que Tahir était à l’hôpital et toujours en grève de la faim et de la soif?
- Par ailleurs, l’accord de réadmission avec l’Ethiopie repose sur un « échange de notes », qui n’est pas publié au Recueil officiel du droit fédéral (contrairement aux autres accords internationaux).
  - Le conseil d’état pourrait-il faire pression sur le conseil fédéral pour demander de réexaminer ces accords tenus secrets, étant donné les graves violences internes qui touchent l’Ethiopie actuellement?

Notre mobilisation citoyenne dépasse très largement la situation spécifique de Tahir, elle questionne des mécanismes à différents niveaux qui vont à l’encontre des valeurs morales de notre société. Nous espérons que faute d’avoir réussi à empêcher le renvoi de notre ami, nous contribuerons au moins à faire réfléchir sur ces mécanismes, et nous l’espérons, à les changer.